



# VERSAILLES

DIRECTION DES DÉPLACEMENTS  
ET DES AMÉNAGEMENTS URBAINS

Date d'effet : 08/07/2024  
CT / AC

## ARRÊTÉ MUNICIPAL N° A 2024/1081

Changement de cadres et dalles de chambres télécom sur chaussée  
restriction temporaire de circulation rues Yves-le Coz et du Pont Colbert

### LE MAIRE DE LA VILLE DE VERSAILLES,

- Vu le code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n° D 2020.05.18 du 27 mai 2020 du Conseil municipal concernant les délégations de compétences du Conseil municipal au Maire prévues à l'article L 2122-22 du code susvisé,
- Vu l'arrêté n° A 2023/234 du 3 février 2023 donnant « délégations de fonctions et de signatures aux élus de la ville de Versailles – mandature 2020-2026 »,
- Vu le code de la route,
- Vu le règlement général de la circulation sur la voie publique à Versailles,

Considérant la demande formulée par **l'entreprise FGC-** 72, rue de Longjumeau 91160 Ballainvilliers, en vue d'effectuer des travaux de changement de cadres et dalles de chambres télécom sur chaussée.

Considérant qu'il convient de prendre des mesures restrictives en matière de circulation afin de permettre la réalisation de ces travaux.

### ARRÊTE

Article 1: **La circulation** des véhicules de toute nature s'effectuera sur une chaussée rétrécie à l'aide d'un alternat manuel **4 jours** entre le **lundi 8 juillet 2024 et le vendredi 19 juillet 2024 de 9h à 17h** :

**Rue Yves-le-Coz**, au droit du n°146

Article 2: **La circulation** des véhicules de toute nature s'effectuera sur une chaussée rétrécie **4 jours** entre le **lundi 8 juillet 2024 et le vendredi 19 juillet 2024 de 9h à 17h** :

**Rue du Pont Colbert**, dans sa partie comprise entre le n°11 et la rue Yves-le-Coz

Article 3: Une signalisation temporaire sera mise en place par l'entreprise responsable des travaux au moins 48 heures avant leur démarrage. Elle devra être conforme aux dispositions en vigueur édictées par les Arrêtés Interministériels relatifs à la signalisation routière. L'entreprise sera responsable des conséquences pouvant résulter d'un défaut ou d'une insuffisance de cette signalisation. Le présent arrêté devra être affiché sur les lieux.

Article 4: Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de l'autorité territoriale et/ou d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Versailles dans le délai de deux mois à compter de sa publication.

Article 5: M. le Directeur Général des services de la Ville et M. le commissaire général, chef de la circonscription d'agglomération de Versailles sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

À l'Hôtel de Ville, le 13 juin 2024